



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
37 Boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 30/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Sobotram Transports et Logistique**

33 rue Paul Sabatier  
71530 Crissey

Références : NG/NM/2025/M\_205  
Code AIOT : 0005401481

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement Sobotram Transports et Logistique implanté 25 - 33 rue Paul Sabatier 71530 Crissey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Compte tenu de l'usage important des PFAS dans les mousses anti-incendie présentes au sein de certaines ICPE, le Gouvernement a décidé de lancer une vaste campagne de contrôle afin de vérifier l'application des nouvelles restrictions d'utilisation dans les émulseurs de certains composés de la famille des PFAS en vertu du règlement (UE) 2019/2021 sur les polluants organiques persistants (dit « POP »).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sobotram Transports et Logistique
- 25 - 33 rue Paul Sabatier 71530 Crissey
- Code AIOT : 0005401481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Sobotram Transports et Logistique, dont le siège social est situé sur le territoire de la commune de Crissey, exploite sur ce même territoire, une plate-forme logistique composée de six bâtiments de stockage (A, B, C/D, E, F et H), d'un bâtiment « messagerie », d'un atelier mécanique et d'une installation de distribution de carburant. L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n°DCL-BRENV-2023-313-2 du 9 novembre 2023. Par ailleurs, le site relève des articles L. 515-32 et L. 515-36 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso) et telles qu'ils engendrent des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement (Seveso seuil haut). En effet, l'établissement répond à la règle de dépassement direct seuil haut, définie au I de l'article R.511-11 du code de l'environnement. D'autre part, des servitudes d'utilité publique, visant à réglementer l'urbanisation autour du site, ont été actées par arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2023-345-5 du 11 décembre 2023.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS mousses

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Interdiction à venir des	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	PFCA C9-C14	de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	corrective	
7	Test de mesure de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
8	Mesures compensatoires pendant la phase d'indisponibilité de la DCI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	3 mois
9	Identification des produits stockés	Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 6.1.2	Demande d'action corrective	15 jours
10	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 1.3	Demande d'action corrective	15 jours
11	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 1.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
6	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'a pas anticipé les évolutions réglementaires concernant la présence de PFAS dans les émulseurs. Il est attendu que l'exploitant quantifie les PFAS dans les émulseurs et si nécessaire, les substitue et les fasse traiter dans une filière dûment autorisée tout comme les éventuelles eaux de rinçage des installations. En cas de changement d'émulseur, une étude s'avérera par ailleurs

nécessaire pour anticiper l'impact sur les installations de production de mousse (hydraulique, viscosité, taux d'application)...

Le site ne dispose pas d'une procédure permettant de formaliser les mesures compensatoires à mettre en œuvre en cas d'indisponibilité des moyens de lutte contre l'incendie, notamment en cas de substitution nécessaire d'émulseur.

L'exploitant réalise des tests périodique du fonctionnement du dispositif de sprinklage (dont surpresseur). En revanche, il n'existe aucun test permettant de s'assurer de l'injection d'émulseur dans le réseau et du dosage adéquat, pourtant indispensable au bon fonctionnement de la mesure de maîtrise des risques.

Enfin, l'organisation des stockages, même temporaires, dans les cellules ou sur le quai du bâtiment 7 n'est pas définie et conduit à des positionnements non optimaux par rapport à l'usage des robinets incendie armés (RIA).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]  Article 4 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.  Annexe I 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.
<b>Constats :</b>  Le site dispose de 3 types d'émulseurs différents sur le site. Au moins 2 types de ces émulseurs sont fluorosynthétiques et donc susceptibles de contenir des PFAS. Néanmoins, à ce jour, l'exploitant ne dispose pas des éléments permettant de justifier du respect de l'interdiction d'utilisation de PFOS et/ou de l'absence de contamination non intentionnelle: pas de données fournisseur à disposition au-delà de la fiche de données de sécurité, pas d'analyse

quantifiée type méthode TOP Assay.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de justifier du respect de l'interdiction d'utilisation de PFOS et/ou de l'absence de contamination non intentionnelle dans les émulseurs du site, le cas échéant en faisant réaliser une analyse selon méthode TOP Assay. Il est par ailleurs demandé de confirmer les dates de fabrication des émulseurs présents sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]  Article 4 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.  Annexe I 3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.
<b>Constats :</b>  Le site dispose de 3 types d'émulseurs différents sur le site. Au moins 2 types de ces émulseurs sont fluorosynthétiques et donc susceptibles de contenir des PFAS. Néanmoins, à ce jour, l'exploitant ne dispose pas des éléments permettant de justifier du respect de l'interdiction d'utilisation de PFHxS et/ou de l'absence de contamination non intentionnelle: pas de données fournisseur à disposition au-delà de la fiche de données de sécurité, pas d'analyse

quantifiée type méthode TOP Assay.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de justifier du respect de l'interdiction d'utilisation de PFHxS et/ou de l'absence de contamination non intentionnelle dans les émulseurs du site, le cas échéant en faisant réaliser une analyse selon méthode TOP Assay.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 3 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].</p> <p>4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;</p> <p>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</p> <p>c) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</p> <p>d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose de 3 types d'émulseurs différents sur le site. Au moins 2 types de ces émulseurs sont fluorosynthétiques et donc susceptibles de contenir des PFAS.</p> <p>À ce jour, l'exploitant ne dispose pas des éléments permettant de quantifier le PFOA et tout composé apparenté: pas de données fournisseur à disposition au-delà de la fiche de données de sécurité, pas d'analyse quantifiée type méthode TOP Assay. Cette information devra être disponible avant le 3 décembre 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra quantifier le PFOA et tout composé apparenté dans les émulseurs au plus tard le 3 décembre 2025. En cas de présence au-delà des seuils réglementaires définis, l'émulseur concerné devra être substitué et traité dans une filière dument autorisée, tout comme les eaux des rinçage des installations le cas échéant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Notification des stocks de PFOA

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose de 3 types d'émulseurs différents sur le site. Au moins 2 types de ces émulseurs sont fluorosynthétiques et donc susceptibles de contenir des PFAS.</p> <p>À ce jour, l'exploitant ne dispose pas des éléments permettant de quantifier le PFOA et tout composé apparenté: pas de données fournisseur à disposition au-delà de la fiche de données de sécurité, pas d'analyse quantifiée type méthode TOP Assay. Cette information devra être disponible avant le 3 décembre 2025.</p> <p>En cas de quantification totale de PFOA supérieure à 50 kg, la transmission annuelle des informations vers la direction générale de la prévention des risques (DGPR) du ministère de l'écologie devra être réalisée (masse, concentration, mesures de gestion des stocks).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>



Il est demandé à l'exploitant de quantifier le PFOA dans les émulseurs du site. En cas de quantification totale de PFOA supérieure à 50kg, la transmission annuelle des informations vers la direction générale de la prévention des risques (DGPR) du ministère de l'écologie devra être réalisée sans délai (masse, concentration, mesures de gestion des stocks).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) une autre substance, en tant que constituant ;</li> <li>b) un mélange ;</li> <li>c) un article ;</li> </ul> <p>sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation ;</li> <li>- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ;</li> <li>- à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose de 3 types d'émulseurs différents sur le site. Au moins 2 types de ces émulseurs sont fluorosynthétiques et donc susceptibles de contenir des PFAS.</p> <p>Néanmoins, à ce jour, l'exploitant ne dispose pas des éléments permettant de justifier du respect de l'interdiction d'utilisation de PFCA en C9-C14 en dessous des seuils réglementaires (25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14): pas de données fournisseur à disposition au-delà de la fiche de données de sécurité, pas d'analyse quantifiée type méthode TOP Assay.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra quantifier dès que possible le PFCA en C9 à C14 et ses substances apparentées dans les émulseurs afin de justifier du respect de l'interdiction d'utilisation de PFCA en C9-C14 en dessous des seuils réglementaires (25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14).</p> <p>En cas de présence avérée au-delà des seuils réglementaires, l'émulseur concerné devra être substitué et traité dans une filière d'usage autorisée, tout comme les eaux de rinçage des installations le cas échéant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 6 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.</p> <p>5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose de 3 types d'émulseurs différents sur le site. Au moins 2 types de ces émulseurs sont fluorosynthétiques et donc susceptibles de contenir des PFAS.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas des éléments permettant de quantifier le PFHxA et ses substances apparentées : pas de données fournisseur à disposition au-delà de la fiche de données de sécurité, pas d'analyse quantifiée type méthode TOP Assay. Cette information devra être disponible avant le 10 avril 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra quantifier le PFHxA et tout composé apparenté dans les émulseurs au plus tard le 10 avril 2026.</p>

En cas de présence au-delà des seuils réglementaires définis, l'émulseur concerné devra être substitué et traité dans une filière d'urgence autorisée, tout comme les eaux de rinçage des installations le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Test de mesure de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise périodiquement des tests de mise en route des surpresseurs de sprinklage. En revanche, aucun test périodique du bon fonctionnement du dispositif d'injection d'émulseur et du dosage adéquat n'est réalisé, alors qu'il constitue un élément constitutif de la mesure de maîtrise des risques.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de définir et mettre en œuvre un test périodique du bon fonctionnement du dispositif d'injection d'émulseur et du dosage adéquat.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Mesures compensatoires pendant la phase d'indisponibilité de la DCI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PFAS LI – Mesures compensatoires DCI
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'en cas de changement d'émulseur, il fera réaliser une étude préalable de dimensionnement par le prestataire ayant réalisé les installations de défense contre l'incendie

<p>actuelle du site, afin d'identifier toutes les modifications nécessaires.</p> <p>Les mesures compensatoires à mettre en œuvre en cas d'indisponibilité totale ou partielle de la défense contre l'incendie, notamment en cas d'opérations de changement d'émulseur, ne sont pas formalisées à ce stade.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de formaliser les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 9 : Identification des produits stockés

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 6.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etiquetage des produits dangereux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n° 1272/2008 dit CLP ou, le cas échéant, par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés. Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux sont également munies du pictogramme défini par le règlement susvisé. L'étiquetage, les conditions de stockage et l'élimination des substances ou mélanges dangereux doivent également être conformes aux dispositions de leurs fiches de données de sécurité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La présence de produits en big-bags non identifiés est constatée en cellule F2. L'exploitant n'est pas en mesure de préciser le contenu des big-bags entreposés et de justifier leur caractère non dangereux.</p> <p>En outre, une bonne pratique pourrait consister à indiquer la nature des produits stockés dans les cellules à l'entrée de celle-ci par un affichage adéquat, afin d'identifier les risques (services de secours, personnel).</p> <p>Par ailleurs, l'étiquetage de l'une des cuves de l'émulseur est erronée s'agissant de la date de fabrication de l'émulseur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'identifier clairement le contenu des big-bags permettant de justifier leur caractère non dangereux et de procéder à un étiquetage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 15 jours
----------------------------------

**N° 10 : Organisation des stockages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 1.3
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation des stockages
---

**Prescription contrôlée :**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

**Constats :**

La cellule F1 n'est pas rackée le jour de l'inspection ; l'exploitant indique que la mise en place des racks sera réalisée en octobre 2025, conformément au descriptif d'aménagement fourni dans son dossier de demande d'autorisation environnementale.

Dans l'attente des produits dangereux sont stockés sur palettes, gerbées sur 2 niveaux, dans la cellule mais aucune règle d'organisation des stockages n'est établie (dégagement d'allée d'accès, îlotage...).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de définir des règles de stockage dans l'attente de la pose de racks conformément aux descriptifs du dossier de demande d'autorisation environnementale.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 15 jours
---

**N° 11 : Organisation des stockages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/11/2023, article 1.3
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation des stockages
---

**Prescription contrôlée :**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

**Constats :**

L'organisation de la zone de quai de la cellule F3 n'est pas clairement définie :

- stockage de palettes sur plusieurs niveaux à proximité immédiate d'un RIA (zone non définie), pouvant gêner son utilisation dans de bonnes conditions,

- stockage de produits sur palette (arrivée avant stockage ou préparation avant départ) sur zone non définie et à proximité immédiate d'un RIA pouvant gêner son utilisation dans de bonnes conditions.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de définir des règles de stockage sur la zone de quai à travers un plan formalisé et le cas échéant un marquage au sol (zones interdites, zones dédiées...)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois